

Le n° 1 de La Vérité, simple feuille ronéotée, apparaît dès 1940 à la lutte contre le fascisme et l'occupation. (Lire plus bas notre article: 300 numéros de La Vérité).

# LA VERITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1<sup>er</sup>) — Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

## TILLON ET MARTY SACRIFIÉS au Front national uni

**L**a bourgeoisie ne dissimule pas la joie que lui a causée la mise en accusation de Marty et de Tillon, par le secrétaire du P.C.F. Ses journalistes en tirent des romans feuilletons. Son juge Roth, le fabricant du complot de Toulon, y a vu l'occasion de faire parler de lui en citant Marty comme témoin.

Pour les travailleurs, et spécialement pour les militants communistes, il s'agit d'une affaire sérieuse. Ils ont été frappés de stupeur en apprenant que dans leur parti, comme dans tous les autres partis communistes avant lui, s'ouvre un procès d'espionnage. Et surtout, que les victimes sont Marty et Tillon.

Sanctionner André Marty en attendant de l'exclure c'est, en effet, frapper ou écarter tous les communistes du rang qui considèrent, à tort ou à raison, l'ancien mutin de la Mer noire comme l'expression vivante et la garantie de leurs aspirations révolutionnaires.

De fait, la mise en accusation de Marty ébranle les forces vivantes du Parti communiste français et affaiblit sa position, déjà compromise, dans la classe ouvrière.

**L'ACTE D'ACCUSATION :**  
Le trouble des esprits ne peut être qu'accroché par la lecture de l'acte d'accusation dressé jour après jour et dont la pièce essentielle est le rapport de Léon Mauvais.

Jusqu'à présent la tentative n'a pas été faite, de faire retomber sur ces deux dirigeants de renommée « gauchiste » la responsabilité des échecs consécuteurs au cours secretaire défini par Billoux à son retour de Moscou en 1952.

Il serait d'ailleurs difficile d'y faire croire après que Léon Mauvais ait révélé que les 25 et 27 mai 1952, Tillon et Marty étaient déjà interrogés comme accusés, ce qui exclut toute participation de leur part à la direction des défaites du 28 mai et du 4 juin.

Dans son rapport de style policier, où il est sans cesse question de dénonciation, de confrontations, de recherche d'indices, de dénégations répétées: Léon Mauvais porte une série d'accusations auxquelles les inculpés n'ont aucune possibilité de répondre poliment; la seule chose qui leur est demandée est, en effet, de reconnaître qu'ils sont des fractionnistes, des nationalistes, des adversaires de l'unité du Parti, des individus tout juste bons à jeter à la poubelle, à l'égard de qui il n'y a pas de sanction trop dure.

Mais voyons de plus près les faits :  
**LE FRACTIONNINISME**  
Le principal grief vise l'INTENTION attribuée aux deux inculpés de s'adresser aux militants du Parti par un bulletin de tendance.

Les preuves ? Les voici : André Marty, secrétaire du Parti, a eu un entretien avec Charles Tillon, membre du Bureau politique, en 1951. C'est déjà très grave, dit Léon Mauvais. D'autant plus, qu'à plusieurs reprises, Marty ou Tillon ont exprimé des réserves ou des désaccords avec la politique officielle du moment. Cela devient accablant lorsque Mauvais, malgré les dénégations de Tillon, fait le rapprochement et cet état d'esprit, ce désir d'opposition et une histoire de dépôt d'argent des F.T.P.

Telle est l'accusation n° 1 : celle d'avoir eu l'intention d'échapper au système de commandement bureaucratique qui est de rigueur à tous les échelons du Parti.

Mais si l'on examine les problèmes politiques en question, même à travers le rapport unilatéral de Léon Mauvais, on commence à entrevoir plus clairement ce dont il s'agit.

**LES ACCUSATIONS POLITIQUES**  
1° Tillon se serait plaint d'avoir été isolé par la direction en août 1944, alors qu'il dirigeait l'insurrection. Des insinuations semblent l'accuser également de s'être opposé à la dissolution des milices patriotiques en janvier 1945, par Thorez revenant de Moscou. Dans son récent discours en Haute-Vienne, Duclos confirme à ce sujet l'existence de ce désaccord — qui fut également celui de l'immense majorité des militants — lorsqu'il déclare que le P.C.F. a conscience de n'avoir jamais laissé échapper une occasion historique de lutter pour le peuple.

2° Tillon proteste contre l'élimination systématique des postes dirigeants de tous les leaders de l'insurrection au profit de

dirigeants moins liés, aux masses mais plus liés à l'appareil du Kremlin, telle Jeanne Vermersch.

3° Tillon est encore accusé, en tant que dirigeant des Combattants de la Paix, de s'être opposé au torpillage de la campagne de lutte contre le service de 18 mois au profit de la campagne de signature pour l'appel des Cinq Grands; il s'était déjà opposé, l'année précédente à la transfor-

mation de la campagne contre la guerre d'Indochine en campagne pour l'Appel de Stockholm. En somme le crime de Tillon serait d'avoir refusé de substituer les objectifs diplomatiques du Kremlin à l'action des masses contre la guerre.

4° Marty, dont le Bureau politique de M. FAVRE-BLEIBTREU. (Suite page 3.)

## Ni sectarisme de refus de front unique Ni opportunisme du front national avec les patrons FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE PINAY

**A**PRES avoir reconnu par le blocage des prix au niveau de 31 août 1952, l'échec de son « expérience », le gouvernement Pinay est assailli par de multiples difficultés.

Il lui faut faire face aux menaces de chômage, qui se développent particulièrement dans le textile et la métallurgie. Il doit s'efforcer de donner les moyens aux capitalistes français de ne pas sombrer face à la concurrence qui grandit sur les marchés extérieurs. Il est obligé de trouver des ressources qui lui permettent de poursuivre la guerre coloniale au Viet-Nam, tout cela en participant au réarmement atlantique; tout cela en évitant au maximum l'inflation.

Autant de questions auxquelles la bourgeoisie française doit rapidement

donner des solutions. Solutions d'aujourd'hui plus difficiles que les Etats-Unis n'ont pas passés les fameuses commandes « off shore » qui devaient permettre à l'industrie française de tourner pour le réarmement atlantique, et d'autre part fournir gratuitement une partie du réarmement français.

Le prochain budget en préparation restera ces difficultés. Selon les premières estimations il se monterait environ à la somme énorme de 4.000 milliards. Même si le gouvernement pouvait trouver 600 milliards à emprunter, le déficit serait de l'ordre de 240 milliards.

« Mais le trouver ? Comment parvenir à maintenir les prix français à un niveau où ils puissent permettre une exportation accrue ? Comment financer le budget de guerre ?

Pour Pinay, comme pour tout autre gouvernement bourgeois, il n'est pas d'autre solution que d'écarter le standard de vie des travailleurs. De là toute une série de projets en préparation : réforme de la Sécurité sociale, réforme administrative, de la également le blocage des salaires au niveau du 31 août de l'année 1952.

Les simples défenseurs des conditions de vie des travailleurs s'opposent aujourd'hui aux impératifs catégoriques de la bourgeoisie. Revendiquer un salaire conforme aux besoins élémentaires, vouloir sa garantie par une échelle mobile véritable, s'opposer à ce que la Sécurité sociale, c'est mettre en question tout l'équilibre bourgeois. Cela nécessite donc non seulement la formulation claire de ces revendications, mais une politique traquant nettement l'objectif d'instauration d'un gouvernement des travailleurs, qui seul peut mettre fin à la guerre du Viet-Nam en rendant l'indépendance totale aux colonies, rompre l'alliance atlantique et en finir avec ses budgets de guerre, faire produire selon les besoins des masses et son subordonner la production aux profits des capitalistes.

L'ampleur de la lutte à engager est profondément comprise par la classe ouvrière, et si les travailleurs hésitent à engager les combats revendicatifs, c'est que les dirigeants des organisations ouvrières, aussi bien du P.S. de la Sécurité sociale, et de la C.G.T., n'indiquent pas les objectifs politiques de lutte conformes aux intérêts ouvriers et les moyens de les atteindre.

Le Parti socialiste et F.O., après bien des tergiversations, ont dénoncé la faillite de l'expérience Pinay, ont affirmé qu'il fallait réaliser les salaires, appliquer une véritable échelle mobile, etc. Mais on est bien en peine de savoir par quel moyen ils entendent aboutir à tout cela. Ils n'en disent rien. La raison est simple : on ne peut se le faire pour la préparation à la troisième guerre mondiale au côté de sa propre bourgeoisie et lutter efficacement pour les intérêts des travailleurs.

Les dirigeants du P.C.F. se sont, eux, prononcés contre la guerre d'Indochine et s'opposent à la préparation de la guerre contre P.L.R.S.S. Mais ils se proposent nullement à la

S. JUST. (Suite page 4.)

## LES ELECTIONS AMERICAINES

**D**ES millions d'Américains ont pu voir la semaine dernière, sur leur écran de télévision, l'honorable Nixon candidat républicain à la vice-présidence se débattant avec l'accusation de corruption. Les 18.000 dollars que j'ai reçus de quelques riches dilecteurs? Mais il me fallait bien ça pour ma campagne, expliqua-t-il, car je ne suis qu'un pauvre homme aux maigres revenus annuels de 22.500 \$ (9 millions).

L'électeur américain s'est-il laissé convaincre de l'honnêteté de Nixon, par ailleurs champion de la lutte contre la « corruption démocratique »? Pas plus sans doute que de la probité du démocrate Stevenson, qui a bien dû mal à expliquer l'origine des fonds secrets constitués par lui dans l'Etat de l'Illinois pour « récompenser les hauts fonctionnaires américains ».

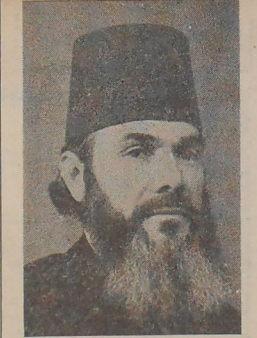
Episodes instructifs pour le travailleur américain appelé aux urnes en novembre prochain ! Comme le disait Myrra T. Welis, candidate du S.W.P. (trotskiste) à la vice-présidence : « Les démocrates et les républicains ne mentent pas toujours. Ils disent parfois la vérité quand ils parlent les uns des autres ». Orde à la rivalité des deux gangs politiques qui se disputent son bulletin, le travailleur américain aperçoit le bout de l'oreille de la démocratie qu'on lui vante sur tous les tons.

Républicains et démocrates ont d'autant plus besoin de se battre sur les thèmes de l'honnêteté et de la corruption que les véritables aspirations du peuple américain, celles de la paix, des libertés syndicales et des droits des noirs, sont bafouées par les deux partis à l'unisson. Et pourtant, officiellement, le mouvement ouvrier américain soutient Stevenson. Peu importe que son patron Truman ait employé la loi antisyndicale Taft-Hartley pour briser les grèves des typographes, des mineurs, des marins, etc. Peu importe que Stevenson cette année, à la différence de Truman en 1948, ne se donne même pas la peine de promettre formellement l'abrogation de cette loi. Peu importe que son secrétaire général Sparkman soit connu comme un justiste farouche, ennemi juré des droits des noirs.

Les Congrès des deux puissances centrales syndicales C.I.O. et A.F.L. ont donné leur appui sans réserve à Stevenson, bien que son programme soit plus à droite que tout ce que le parti démocrate a publié depuis de longues années. Le gouverneur Talmadge, démocrate réactionnaire et raciste de Géorgie, a parfois son franc-parler. Il n'a pas caché sa satisfaction : « C'est le meilleur programme que le Sud ait obtenu en vingt ans de conventions démocrates ». L'orientation du parti démocrate et de la bourgeoisie américaine dans ce ensemble se fait de plus en plus réactionnaire, soucieux d'écraser à l'avance tout foyer de résistance au mouvement

R. GARRIVE.

## LIBEREZ MESSALI !



Tandis que MESSALI HADJ est toujours en déportation à Niort, la poignée parisienne multiplie les provocations contre les militants du M.P.L.D. et le gouvernement fait arrêter le secrétaire du P.C. marocain Ali Yata. (Lire nos informations en page 4.)

## Victoire bevaniste !

(De notre envoyé spécial Roger BRU NUEL)  
Dalton, ancien ministre, est également battu. L'an dernier, l'ancien ministre de la Défense nationale, Shinwell avait subi le même sort. Si la conférence avait eu la possibilité de balayer toute la direction du parti, elle l'aurait fait avec éclat qui a marqué l'élection des deux nouveaux bevanistes au Comité Exécutif. Le courant gauche dans le Labour (Suite page 2.)

## Le 300<sup>e</sup> numéro de "LA VERITE"

**D**OUZE années s'éprouvent de ce 300<sup>e</sup> numéro de « La Vérité », le 1<sup>er</sup> de la série qui, reprenant la tradition révolutionnaire de la fondation du journal en 1929, levait dès août 1940 devant toutes les « résistances » le drapeau de la lutte contre le fascisme et l'occupation.

possait la fraternisation prolétarienne et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile à l'inféodation de la résistance ouvrière au gaullisme des exploités. Aussi, après les quatre sombres années de lutte clandestine, chacune marquée du sang de nos rédacteurs, le front national uni de la « libération » s'opposait à l'expression légale de cette voix discordante : « La Vérité » dénonçant le désarmement des milices patriotiques et qui voulait que la défaite d'Hitler soit la victoire des travailleurs.

En 1952, qu'on se le rappelle, La Vérité a obtenu de haute lutte le droit à la parole. Des lors, hebdomadaire, elle fut le journal de la lutte pour l'échelle mobile à l'époque où les grandes directions ouvrières, dans l'euphorie des ministères combattant cette revendication et déclaraient la grève, année des traits. Elle fut la seule organisation de la lutte contre les crimes colonialistes de Seif et ouelma, de Madagascar et contre la guerre d'Indochine, au moment où le Parlement unanimement votait des résolutions au général Leclerc. Elle fut en 1947 la propagandiste acharnée de la grève générale dont Jacques Duclos traitait les partisans d'imbéciles à la tribune de l'Assemblée. En 1948, elle combattait la scission syndicale et sans cesse, depuis cette date, cherche et montre les voies et les moyens de l'unité d'action. « La Vérité » a contribué à ce que pas en avant de la classe ouvrière et montre qu'au-delà des luttes partielles, aux objectifs limités, rien ne peut être acquis de durable sans généralisation de « LA VERITE ». (Suite page 4.)



# LEON TROTSKI conscience marxiste de l'humanité

Deux ans se sont écoulés depuis qu'est mort Léon Trotski. L'homme qui était devenu, pendant la dernière période de sa vie, le représentant conscience marxiste de l'humanité, succomba le 20 août 1940, le crâne défoncé à coups de pioche par un agent de Staline.

S'efforçant de consolider son régime bureaucratique sur les peuples de l'U.R.S.S., le maître du Kremlin avait entrepris, quatre ans auparavant, d'anéantir les compagnons survivants de Lénine, la glorieuse génération des combattants bolcheviques d'Octobre 1917 tout entière. Les procès de Moscou, ces monstrueuses falsifications judiciaires, s'étaient terminés l'un après l'autre par la salve des pelotons d'exécution. Cent quatre-vingt, par dizaines de milliers, d'irréprochables révolutionnaires, refusant toute capitulation devant la bureaucratie et l'infâme comédie des « aveux », étaient massacrés sans jugement.

Mais, comme l'écrivait Victor Serge en 1938, « une tête reste reboutée et il se trouve encore à l'œuvre, dans la haute », cette tête, celle de Léon Trotski, Staline, parvenant à ses fins après plusieurs tentatives infructueuses, venait de l'abattre par un coup terrible fut douloureusement ressenti par les révolutionnaires du monde entier. Tout au long des douze dernières années, riches en événements historiques gigantesques, et en problèmes d'une extrême complexité, nous avons vu Staline, combattant au plus haut degré la rigueur théorique et la fermeté en regard aux principes à une attention toujours en éveil devant les modalités concrètes imprévisibles du développement historique, dont aucune théorie ne peut prétendre épuiser la richesse, nous a fait cruellement défaut.

Mais Staline avait voulu oublier qu'il n'est nulle force matérielle, qu'il n'est ni pioche ni coup de pioche dans la nuque qui puisse anéantir une doctrine, lorsqu'elle exprime, avec les aspirations essentielles des masses opprimées et exploitées, les tendances fondamentales du processus historique de son époque. Frappé sans relâche par toutes les répressions, accablé d'innombrables et terribles par ses innombrables ennemis, le trotskisme, douze ans après l'assassinat de Trotski, vit et lutte dans le monde entier, dans la conscience de ses vives théories, d'une compréhension des événements qu'il est seul à posséder, et de cadres révolutionnaires trempés par les épreuves du précédent, ils se préparent, avec une confiance inébranlable dans le triomphe final de ses idées, à affronter les gigantesques événements de la révolution de la prochaine période historique.

Président du Soviet de Léninegrad en 1905 et 1917, organisateur de l'insurrection d'Octobre, fondateur de l'Armée Rouge, artisan de la victoire bolcheviste dans la guerre civile, rédacteur avec Lénine des manifestes et des résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, leader inébranlable de l'opposition prolétarienne, le trotskisme, léniniste à la contre-révolution stalinienne ascendante, pionnier et fondateur de la Quatrième Internationale, le théoricien de la révolution permanente laissait à ses disciples un héritage idéologique prodigieusement riche, et l'exemple héroïque d'un combattant qui, dans la dernière demi-siècle de luttes révolutionnaires sans compromission aucune, au pouvoir comme en prison, à la tête de l'Etat soviétique comme

dans l'émigration, ne se laissa détourner par aucun obstacle, par aucun échec, par aucune trahison de l'accomplissement de sa tâche.

Il n'avait que mépris pour ces prétendus réalistes, toujours prêts à s'incliner devant les puissants du jour, à se laisser aveugler par les pleurs des forces militaires et techniques dont dispose un appareil d'Etat, obéissant des contradictions qui miment sa part essentielle de son activité, dans les dernières années de son existence, à combattre cette conception commune aux staliniens et à la Sochman, suivant laquelle l'U.R.S.S. actuelle, dans ses caractéristiques essentielles, est le prototype d'une société susceptible de s'étendre au monde entier. Les premiers, considérant son triomphe comme partout inévitable, durent se rendre compte, dans la situation du capitalisme au socialisme, s'enrôler pitoyablement sous la bannière bureaucratique, malgré de timides réserves, vendant ainsi, et tombant, à l'épave devant une telle perspective, glissent inéluctablement dans le camp de l'impérialisme américain, comme eux, comme un moindre mal, Trotski leur opposa inlassablement le caractère d'accident, à l'échelle historique, du régime bureaucratique actuel de l'U.R.S.S., produit de l'isolement du premier Etat ouvrier dans un pays relativement arriéré. La bureaucratie stalinienne, durant son triomphe en U.R.S.S. de l'avant-garde prolétarienne qu'à la faveur du reflux du mouvement ouvrier international, sera graduellement submergée par le nouveau flux révolutionnaire mondial. C'est à travers une politique de défense inconditionnelle des fondements économiques progressifs de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme que l'avant-garde prolétarienne poursuit le renversement de la bureaucratie et la restauration de la démocratie soviétique. Les lois de l'histoire sont plus fortes que tous les appareils militaires bureaucratiques. Et la loi fondamentale de l'histoire de notre temps, c'est la révolution prolétarienne. « Nous mettons le cap sur la révolution prolétarienne », conclut un de ses nombreux articles, consacré au stalinisme. Sous l'appareil de ce l'antagonisme politique et militaire entre deux blocs de puissance, il aurait dû, à l'heure actuelle, reconnaître la réalité sociale objective, l'antagonisme entre les deux seules forces fondamentales de la société moderne, le mouvement impérialiste et classe ouvrière, qui s'acheminent rapidement vers des heurts décisifs à l'échelle mondiale.

A la base même de son action, es comme à la source de toute sa vie, on trouve, comme chez tous les grands dirigeants de la classe prolétarienne, une conviction indéracinable qu'une société dans laquelle toute trace d'inégalité sociale entre les hommes, toute trace de violence dans les rapports entre les groupes humains auront disparu à tout jamais — la société communiste — peut exister dans un avenir proche, et n'est, seulement, un rêve lointain, inéluctablement séparé de notre époque de violence et d'oppression par plusieurs siècles d'évolution. Cette conviction scientifique, fondée sur les possibilités illimitées d'un développement accéléré des forces productives de l'humanité, une fois libérées de son rapport, leur imposent la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales, court comme un fil conducteur à travers toute sa vie. Plus peut-être qu'aucun autre avant lui, il a pressenti les

conditions d'existence et la vie matérielle et il est mort pour balayer son avènement. « Car le plus haut bon humain n'est pas dans l'exploitation du présent, mais dans la préparation de l'avenir. Trotski, Discours à l'Hippodrome de New-York, 1937. »

G. BLOCH.

## BERNARD PETIT FUTUR HEROS

« FRANCE-SOIR » annonce la nouvelle : Bernard Petit, va se racheter en indiquant qu'il y a un an, les gens de lettres se pressaient au procès des J3 pour faire de la sociologie à propos de jeunes criminels. Un grand nombre de lettres a été écrite au cours de cette affaire, pleins de sagesses et savantes considérations sur notre époque. Personne n'a fait le point sur ces lettres, publiées sur le degré de culpabilité de Jean-Paul Sartre dans le meurtre d'Alain Guyard. Mais là n'est pas la question.

Bernard Petit, fils de fil, principal agent du crime, couvert par ses amis et relâché par la justice, a été frappé de 5 ans de prison alors que son instrument Panconi comptait de 10 ans de réclusion.

Un an après, Petit est gracié par le Président de la République et à la demande du Ministre de la Guerre « réticent » (vertueux Ministre de la Guerre) il lui est accordé une ultime chance : au lieu d'aller se pourrir dans le sud oranais, avec d'anciens détenus dont la moralité pourrait influencer grandement son esprit, mis à l'essai dans un village vietnamite au nom de « preuve » (tiens ! ce n'est donc pas un haut lieu de régénération morale que les bat d'AF ! ) il pourra se remettre au noble et utile métier de journaliste (entre autres) qui combattent, en Indochine et se relèvent moralement en brûlant des villages vietnamiens au napalm et en s'y livrant en général à toute cette belle activité guerrière si éloignée de celle qui le mena un coup d'assassin.

Bravo ! A coup sûr, Bernard Petit, sera un de ces héros qui conviennent à la bourgeoisie française en décomposition, il en a toutes les qualités, révélées lors de son procès : l'hypocrisie, la lâcheté, le sadisme.

Que les André Billy et autres moralistes aient un chapitre à leurs livres : le mal de notre pauvre jeunesse n'est pas sans remède ; heureusement la sale guerre est terminée, il nous reste à nous fabriquer chaque jour notre culture occidentale et chrétienne.

# LA VIE DU PARTI

## Réunion du Comité Central

Les 27 et 28 septembre s'est tenu le Comité Central du Parti. Sur rapport du camarade Bleibtreu, le Comité Central a examiné la situation de la IV<sup>e</sup> Internationale et défini l'orientation propre à assurer sa défense contre les dangers qui menacent son existence même. Il a été décidé de l'édition d'une revue théorique qui combattra sous le drapeau du trotskisme.

Le Congrès a ensuite discuté, sur rapport du camarade Lambert, la situation existant dans les classes ouvrières française à la suite des échecs du 12 février, du 28 mai et du 4 juin. Il a examiné en particulier les aspects de la crise sans précédent ouverte par la direction du P.C.F. dans ce parti et ses liens avec l'orientation opportuniste vers le Front national uni. Il a affirmé la nécessité d'une explication fraternelle avec les ouvriers communistes et de la défense auprès d'eux d'une politique prolétarienne.

En vue du gouvernement communiste-socialiste, les tâches politiques du Parti dans sa lutte pour le soutien des combats des peuples coloniaux et dans son action en direction de la jeunesse ouvrière.

## Cycle d'Etudes à Nantes

Du 13 au 21 septembre s'est déroulé à Nantes un cycle de réunions ouvert aux sympathisants. Les sujets abordés étaient : la situation politique internationale, le statut du syndicat dans le régime impérialiste.

Le nombre des camarades sympathisants assistant aux réunions montre l'intérêt que nous suscitons. Dans la situation actuelle, nous ferons le maximum pour donner la formation trotskiste à tous nos militants. Aussi la cellule de Nantes a-t-elle établi un plan d'éducation périodique échelonné sur les 15 jours sur trois mois. Ce plan sera divisé en deux cycles.

1<sup>er</sup> cycle : Révolution permanente, révolution chinoise, révolution bolivienne, indépendance coloniale.

2<sup>e</sup> cycle : Economie, capitalisme, impérialisme, révolution sur le marché mondial, à la demande des camarades proches du Parti nous leurs ouvrirons ces séances.

# VICTOIRE BEVANISTE !

(Suite de la première page)

Party autour de Bevan s'est renforcé dans la conférence d'une façon tout à fait imprévue par la presse bourgeoise et stalinienne. La presse anglaise est extrêmement alarmée. Une prise de position de la conférence sur la socialisation intégrale est redoutée par la bourgeoisie anglaise. Les staliniens sont assez mécontents parce que la radicalisation des ouvriers anglais se fait en dehors du parti stalinien. Ceci explique la dénonciation de Bevan par Radio-Moscou et les staliniens.

Pour la première fois une rupture ouverte entre l'aile gauche et l'aile droite du parti s'est opérée. Les bureaucraties des trade-unions ont déjà menacé l'adhésion de Bevan, Arthur Deakin et Sir William Lawther, les principaux bureaucrates des trade-unions britanniques, ont compris la signification de la victoire bevaniste. Ils ont violemment dénoncé une résolution bevaniste préconisant l'action directe pour le renversement du gouvernement conservateur. Cette résolution ne fut pas adoptée. Mais la presse anglaise a constaté qu'il y avait une très grande sympathie pour elle parmi les délégués.

Cette résolution s'exprime ainsi : « La conférence propose d'organiser des meetings de masse et manifestes dans le pays pour demander la démission du gouvernement. Si le but n'est pas atteint par ces moyens, la conférence demande le soutien mouvement des trade-unions pour une action gréviste afin de défendre le standard de vie des ouvriers. »

C'est sur cette résolution qu'Arthur Deakin a menacé de scission. Il a même déclaré : « Puisque vous demandez le fric des trade-unions pour le parti, écoutez ce que je vous dis. » Une chose est claire. On peut envisager dans le proche avenir un mouvement revendicatif aussi bien que politique des militants anglais contre le gouvernement conservateur. Deakin a donné un avertissement solennel : en cas d'action politique contre le gouvernement, il se prononcera contre. Mais les ouvriers anglais n'ont pas écouté Deakin malgré son « fric ». Ils ont porté un coup mortel à la direction droitière du parti.

Tous les discours des militants de cette classe ont été entendus et ils entendent combattre, par les armes économiques et politiques, pour leur standard de vie, contre le blocage des salaires, contre la restriction des industries nationalisées aux capitalistes. Les charges de réarmement provoqueront très prochainement une augmentation d'une amplitude inégale, mettant un terme à la paix sociale anglaise. C'est la leçon essentielle du Labour Party.

La politique de collaboration de classe pratiquée depuis longtemps par les Morrison a été nettement condamnée. Les militants se sont élevés contre le stalinisme à l'échelle nationale et internationale, et pas seulement pour la nationalisation des industries. La majorité des militants veut plus que la victoire du parti dans une élection générale. Elle demande l'instauration du socialisme dans le monde.

# Neguib contre le peuple

L'ORSQU'IL le général Neguib prit le pouvoir en juillet dernier, son coup d'Etat fut vanté pour sa « rapidité » et son « élégance ». Sans coup férir, et avant même que le peuple ait pu s'en rendre compte, le monarque haï était écarté, et la monarchie pragmatique mise en vacance pour des années. La tâche la plus progressive de l'histoire de l'Egypte moderne était accomplie. Toutefois ni la bourgeoisie égyptienne, ni la bourgeoisie internationale ne s'y trompèrent réellement. Elles avaient su faire la part du feu. A la colère populaire on offrait un dérivatif : Farouk. La corruption dont il était l'âme fut étalée complaisamment par « nos » bons bourgeois égyptiens qui ignorent évidemment la part qu'ils y avaient prise. Seul, et les mains propres, semblait apparaître Neguib le réformateur.

Mais ce général qui pouvait déclarer sans rire : « Notre mouvement est un mouvement ouvrier et paysan... » ne tardait pas à montrer l'étendue de sa sollicitude pour les ouvriers des filatures Misr dont il écartait sauvagement la grève. Quant à la masse misérable des fellahs, une des plus atrociement exploitées du monde, on lui jetait un os à ronger pour calmer son impatience. La ridicule insuffisance de la réforme agraire apparaît quand on voit que seule

est visée l'expropriation (contre indemnité) des domaines supérieurs à 80 hectares, ce qui ne peut bénéficier qu'à 6 % de l'ensemble de la paysannerie. Ainsi serait créée une couche de petits propriétaires, fidèle soutien du nouveau régime.

Se préservant donc sur ses arrières, Neguib s'efforce aujourd'hui de réaliser la tâche n° 1 pour laquelle la bourgeoisie internationale lui a accordé sa confiance : l'entrée de l'Egypte dans le dispositif général de défense de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Une telle entrée est irréalisable sans capitulation ouverte sur les revendications nationales essentielles et notamment l'abandon de la zone de Suez. Dans l'état d'esprit actuel des masses, s'exprimant à travers le mouvement Wafd, une telle opération ne peut être réalisée que sur leur dos par l'instauration d'une dictature policière. Certes le Wafd sera incapable de mener à bien les tâches de la révolution égyptienne, mais il a derrière lui tout ce qui a passé de lutte pour l'indépendance nationale qui lui a donné la confiance de ces masses. L'épreuve de force que Neguib engage contre lui, prouve clairement que le gouvernement a compris qu'il ne peut plus échapper à son rôle de dictature.

Et disparaître serait libérer, au moins en partie, le potentiel explosif amassé par le prolétariat égyptien. Sentant ses jours comptés, Neguib veut féviler. Il ne faut cependant pas se faire des illusions sur les possibilités immédiates de la révolution en Egypte. Toutes les conditions seraient réunies pour qu'un parti ouvrier unissant les revendications prolétariennes aux revendications paysannes entame la lutte pour le pouvoir. Un tel parti n'existe pas encore.

M. C.

# DIX THESESES a bureau

Nous commençons aujourd'hui la publication d'un premier document concernant la discussion préparatoire au II<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il s'agit de dix thèses sur le problème du stalinisme. Ce document a été adopté par le VII<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. en juillet 1951 et soumis au vote du Congrès mondial par la délégation de notre parti.

Bien que le rédacteur de ces thèses soit un membre du secrétariat international, alors en désaccord, puis ultérieurement rallié aux positions révisionnistes de Pablo, le secrétariat international réussit à interdire le vote des dix thèses par le Congrès mondial. La raison de cette opération est très simple : les dix thèses étudient, en conformité avec l'analyse trotskiste du stalinisme, le rôle de la bureaucratie du Kremlin face à la révolution coloniale, face

à la  
cou  
men  
Com  
men  
les  
tra  
XIX

## THESE I

« Entre le capitalisme et le communisme se situe une période de transition. Elle doit forcément réunir en elle des traits et particularités de ces deux formes de l'économie sociale. »

Ces lignes de Lénine, extraites d'un article inachevé (« L'économie et la politique à l'époque de la Dictature du Proletariat », Œuvres choisies, II, p. 634) restent jusqu'à ce jour la base de laquelle il faut partir pour comprendre l'U.R.S.S. A l'époque de Lénine, capitalisme et communisme naissant luttaient l'un contre l'autre en Russie sous la forme de deux modes de production différents. Le mode de production capitaliste a été vaincu ; la contradiction fondamentale de la production non-capitaliste et des normes de distribution bourgeoises. Cet antagonisme, qui est propre à toute société de transition, ne diminue pourtant pas d'acuité et n'a pas tendu à disparaître en U.R.S.S. Le développement des forces productives, mais s'accroît au contraire par suite du rôle particulier joué par la bureaucratie. L'inégalité croissante, la gestion bureaucratique de l'économie, la dégradation monstrueuse de l'Etat, tous ces phénomènes expriment en dernière analyse cette contradiction fondamentale, à savoir le maintien de l'abolition du mode de production capitaliste en Russie, l'ouvrier continue à ne toucher comme revenu que le strict nécessaire pour reconstituer sa force de travail.

L'erreur essentielle des théories révisionnistes sur la nature de l'U.R.S.S. consiste à saisir dans son caractère la nature du collectivisme bureaucratique. Le collectivisme bureaucratique reconnaît la nature non-capitaliste du mode de production soviétique mais, niant le caractère bourgeois des normes de distribution, elle se voit obligée d'inventer « une nouvelle forme d'exploitation esclavagiste ». Elle ne comprend pas qu'en réalité le mode de production fondamental de la Russie est le mode de production « capitaliste d'Etat » parfaitement mystifié. Seule la théorie trotskiste rationnelle réunit la compréhension des deux caractères antagonistes de l'U.R.S.S. Mais elle ne peut expliquer leur signification en déviant leurs origines historiques et leur dynamisme.

Le maintien des normes de distribution bourgeoises, la croissance de l'inégalité, l'absence de toute participation des masses à la gestion de l'économie et à la planification, freinent de plus en plus le développement du plan quinquennal en U.R.S.S. Le rythme d'accumulation diminue de plan quinquennal en plan quinquennal.

La gestion bureaucratique produit l'anarchie sur une échelle croissante dans le développement du marché parallèle et du commerce clandestin, non seulement en produits alimentaires et moyens de consommation comme avant 1941, mais

également en main-d'œuvre, matières premières, port.

La vitalité du système de production soviétique a été ébranlée par la guerre, et il n'y a plus de nouvelles forces productives en U.R.S.S. En même temps, par son existence permanente, elle dégage constamment de cette économie planifiée et de cette tendance du bureaucratisme individuel à l'appropriation secondaire — c'est la fonction objective de la bureaucratie — une force économique qui mine toujours davantage les bases économiques de la production. Cette force économique prolétarienne devient de plus en plus un conditionnement des forces productives.

La politique intérieure de Staline contient le produit de ce rôle particulier de la bureaucratie. Elle défend et protège les privilèges de la bureaucratie et ne tendent pas à briser le caractère collectif et de la planification. Elle ne peut ébranler le caractère économique de l'U.R.S.S. contre les « bourgeois » du parti, mais elle ne peut pas briser constamment l'état de la dictature contre les forces sociales présentes en U.R.S.S.

La politique étrangère de la bureaucratie de l'U.R.S.S., les contradictions de sa propre nationalité, la bureaucratie cherche à défendre,

les  
tra  
XIX

## THESE II







# SUR LE FRONT

## La démocratie passe aussi par les Comités d'unité d'action

L'ACCORD réalisé entre les organisations syndicales et les associations familiales et la Commission Supérieure des Conventions Collectives n'est pas sans nous rappeler celui dont les travailleurs s'étaient réjouis l'année dernière à la même époque. Il faut aujourd'hui ne pas manquer le rendez-vous dont cet accord ouvre le chemin.

A Bailet, Benoit Frachon vient de définir les objectifs et l'organisation de la campagne de la C.G.T. pour l'augmentation des salaires. Les précisions qu'il apporte sont, dans l'ensemble, correctes, et ses directives doivent permettre aux militants de la C.G.T. de faire progresser rapidement l'unité d'action indispensable.

En tête des objectifs figure l'augmentation des salaires, nécessité immédiate, profondément ressentie par tous les travailleurs. Nous pensons qu'une augmentation de 15 %, c'est-à-dire hiérarchisée, n'est pas la forme d'unification des luttes s'il est vrai, comme le fait remarquer Frachon, que les revendications de salaires prennent des formes diverses suivant les corporations ou les régions, et qu'il faut éviter tout schématisme et tous motifs d'ordre mécaniques.

Les luttes revendicatives sont encore limitées, partielles. Les travailleurs cherchent à reconstruire leur unité de front profondément entamée.

3.000 francs pour tous ou une prime de retour de vacances rapprochant les ouvriers qui se serrent les coudes.

Cependant la C.G.T. n'ignore pas qu'il faudra, peut-être prochainement, porter les luttes à un niveau plus élevé.

Frachon lui-même le dit : « Nous aurons ainsi une campagne générale pour l'augmentation des salaires qui intéressera tous les salariés de notre pays... »

L'expérience des dernières années démontre qu'une revendication d'augmentation uniforme est seule réellement capable d'intéresser tous les travailleurs à un combat de grande ampleur. Ce sont eux qui doivent en décider au cours de larges assemblées générales.

A Bailet les métallos étaient partagés : les uns partisans d'une augmentation égale pour tous ; les autres favorables à une augmentation en pourcentage.

Il faut, dit Frachon, appeler tous les travailleurs intéressés à se prononcer, les consulter sur l'augmentation à formuler. Toutes ces revendications doivent être établies avec soin et en collaboration étroite avec l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, de même que les moyens d'action pour les faire aboutir.

Si elles étaient appliquées, les méthodes d'organisation, comportant la consultation démocratique pour fixer les revendications et déterminer les moyens d'action à mettre en œuvre, auraient l'accord des salariés.

Mais Frachon reste muet sur la constitution des comités d'unité d'action démocratiquement élus dont l'efficacité a été souvent démontrée (lors de la grève des métro-bus en 1951 par exemple). Dans les entreprises, lorsque l'accord est fait entre les sections syndicales sur des revendications approuvées par tous les travailleurs, les comités d'unité d'action, les comités d'entente, les comités inter-syndicaux (peu importe le nom) peuvent et doivent se constituer. Ils seront alors la meilleure arme pour la consolidation de ce qui est unifié.

Le souci de l'unité à la base est grand, mais celui de l'action commune entre les diverses organisations représentatives ne l'est pas moins.

La C.G.T. semble l'avoir compris en renouvelant il y a quelques semaines ses propositions d'unité d'action à F.O. et à la C.F.T.C. Plus récemment, ses représentants à la commission supérieure des conventions collectives ont pris une part active à la réalisation de l'accord dont nous parlons plus haut. En outre, confédéré vient de leur donner mandat pour poursuivre leurs efforts dans ce sens.

Frachon revient sur cette question à Bailet : « C'est-à-dire qu'il est de peu d'importance que se réalisent les accords entre organisations syndicales ? Pas les camarades. Les accords entre syndicats divers sont de la plus haute importance... »

Bien sûr, F.O. et la C.F.T.C. ne sont pas à court de prétextes erronés pour se dérober ; mais le propre d'une politique unitaire conséquente, c'est la continuité inébranlable et tenace.

La C.G.T. ne pourra convaincre de la sincérité de ses affirmations qu'en répétant et en précisant sans cesse ses offres d'action commune aux centrales réformistes.

Les faux-fuyants et les réticences de ces dernières deviendraient ainsi accusatrices aux yeux de leurs adhérents.

Le succès dépend pour une large part de la réalisation de cette politique dans les entreprises. Les militants révolutionnaires savent être les meilleurs dans cette tâche.

Au cours d'assemblées générales communes à tous les syndicats, chaque travailleur exprimera son point de vue. Ainsi obtiendra-t-on l'action commune des organisations syndicales sur telle ou telle revendication, même limitée, et l'établissement de cahiers de revendications et la constitution de comités d'unité d'action démocratiquement élus.

La reconstruction du front ouvrier passe par la réalisation de ces objectifs limités mais impératifs parce qu'ils traduisent le profond désir d'union de tous les travailleurs.



## FRONT UNI OUVRIER CONTRE PINAY

(Suite de la première page)

classe ouvrière doit être un gouvernement des travailleurs qui ne pourrait être présentement qu'un gouvernement de Front Unique communiste-socialiste. Ils ont trouvé une formule qui, nous dit Auguste Lecour, n'est même pas un nouveau front populaire, le Front National Uni. En clair, il s'agit de faire comprendre à la bourgeoisie qu'elle ne choisit pas la « bonne solution » à ses difficultés et qu'un nouveau tripartisme ferait l'affaire. Le meilleur c'est que la bourgeoisie ne veut pas et ne peut pas entendre.

Ce n'est pas le principal malheur. Le plus important c'est que la politique du Front National Uni est un refus catégorique du front unique ouvrier. Au lieu de s'appuyer sur les aspirations de classe des travailleurs socialistes (dont témoigne l'adhésion, ou soit des dirigeants de ce parti de dénoncer l'expérience Pinay et de s'affirmer pour les revendications ouvrières), au lieu de proposer aux dirigeants du Parti socialiste le front unique pour lutter en commun pour les intérêts communs de tous les travailleurs ; au lieu de démontrer, au moyen de ces propositions, qu'une lutte conséquente ne peut avoir comme but qu'un gouvernement des travailleurs, représentés par le P.S. et le P.C.F. ; au lieu, en un mot, de définir une politique de front unique de classe, les dirigeants du P.C.F. opposent le front unique à la base au front unique au sommet, et font une critique non démonstrative de la po-

litique des dirigeants du P.S. Car ils ne critiquent seulement la politique du P.S. si de son côté on tend la main à la bourgeoisie ? Comment aider à la reprise de confiance des travailleurs, sans ouvrir toute grande la perspective de la lutte pour le gouvernement communiste-socialiste ?

Tout ce gâchis permet à la bourgeoisie et à son gouvernement de continuer à se débattre sans cesse à résoudre sur le dos des masses leurs propres difficultés.

Mais chaque coup que portera la bourgeoisie fera sentir plus encore aux travailleurs le besoin de s'unir pour défendre et atteindre leurs propres objectifs. C'est sur cette volonté qui grandit dans les syndicats, dans les partis ouvriers, dans la grande masse des travailleurs, qu'il faut faire fond. Utiliser chaque réalisation même limitée de Front Unique, pour montrer le chemin de la réalisation du Front Unique de toute la classe ouvrière, s'inspirer de la réalisation d'un comité d'Unité d'Action dans une usine pour appliquer que partout les travailleurs, en confrontant librement leurs besoins, peuvent s'entendre et crier leur volonté : « Dirigeants syndicaux et politiques de la classe ouvrière, réalisez le Front Unique qui nous permettra de faire triompher nos revendications et d'imposer un gouvernement à nous, un gouvernement de nos partis ! »

Telle est la tâche urgente.

## Chez Renault

### Le Congrès du Syndical de la R.N.U.R.

Le Congrès des syndicats C.G.T. Renault s'est tenu samedi 27 et dimanche 28 septembre.

La discussion a porté surtout sur le rapport général de Linet.

Pour la première fois le Congrès s'est tenu démocratiquement et la critique a pu s'exprimer librement. La commission des résolutions, largement ouverte à toutes les tendances, a discuté longuement de l'orientation. La critique s'est manifestée vivement sur la conduite des grèves, remontant jusqu'aux grèves de 1947 et sur la ligne autoritaire de direction. Elle a été particulièrement violente sur les erreurs et les méthodes désastreuses qui ont abouti à l'échec du 4 juin.

Le Congrès a adopté des résolutions de solidarité active avec les Nord-Africains.

La réponse de Lunet, secrétaire de l'U.S. métaux, posa correctement les problèmes du fonctionnement démocratique du syndicat.

Le syndicat C.G.T. a envoyé un message proposant l'unité d'action. Le syndicat F.O. a annoncé son intention de réviser son opposition à l'unité d'action. Un ouvrier de l'A.O. C. demanda à Linet si les attaques menées contre lui par l'échelon supérieur n'étaient pas injustes et si tout cela n'était qu'un jeu de mots. Le directeur de l'usine, qui avait soutenu jusqu'en juillet 1952 la nécessité de réintégrer Renard dans la C.G.T., s'est abstenu dans ce vote. Le Congrès a adopté une motion tendant à ce que le syndicat F.O. et le sens élémentaire des intérêts véritables du syndicat.

(Correspondant.)

La réintégration de Renard a été repoussée par le vote de militants staliniens, une moitié des délégués s'abstenant.

Il convient de signaler à l'avant-garde ouvrière l'attitude adoptée par l'ex-trotskiste Simon Minguet dans cette question importante pour l'avenir de la démocratie dans le syndicat Renault : l'ex-trotskiste Minguet, qui avait soutenu jusqu'en juillet 1952 la nécessité de réintégrer Renard dans la C.G.T., s'est abstenu dans ce vote.

Le Congrès a adopté une motion tendant à ce que le syndicat F.O. et le sens élémentaire des intérêts véritables du syndicat.

(Correspondant.)

## Dans la fonction publique

### RECTIFICATIF

Dans notre article « Pour l'unité de la fonction publique » paru dans *Le Vercors* n° 29 du 21 septembre 1952, une erreur regrettable a été commise dans le calcul de l'acompte égal pour tous en fonction de la hausse des prix.

Il fallait lire : « Nous ne pouvons que correspondre une augmentation immédiate et provisionnelle égale pour tous. Ainsi, si l'on prend les références de 1951 : le minimum vital avait été fixé à 23.600 ; les organisations de fonctionnaires chiffres de 4.000 francs l'augmentation indispensable pour rattraper la hausse des prix.

L'augmentation étant chiffrée à 15 % depuis, l'acompte sur lequel toutes les organisations de fonctionnaires devraient se mettre d'accord est donc :

6.000 fr. + 23.600 x 15 = 9.540.

Ce résultat est un parfait conformisme avec la revendication de 10.000 francs des travailleurs de l'Etat lors de leur dernier mouvement. »

## LA VERITE

### (Suite de la première page)

la lutte à toute la classe pour renverser le pouvoir bourgeois et imposer le gouvernement ouvrier au paysan, seule unité, elle combattait sans faiblesse les menées bellicistes des impérialistes unis sous la bannière américaine. Elle était la seule à défendre la révolution mondiale, à défendre les peuples soulevés pour leur libération sociale et nationale et à leur offrir toutes les perspectives non réservées à l'écart de leurs dirigeants.

Aujourd'hui « La Vérité », sur qui pèse toutement les difficultés, qui connaît toute la pression dans le pays, qui a deux fois par mois et sur un format réduit. Même ainsi elle ne vit que par les efforts et les sacrifices persévérants de ses lecteurs, amis et des militants du P.C.I.

Mais, par delà les découragements et les renoncements de ceux qui se fatiguent de la dure et ingrate lutte pour le programme révolutionnaire, « La Vérité » autour de laquelle il faut serrer les rangs, peut à l'occasion de son 300<sup>e</sup> numéro se réjouir avec orgueil sur son combat inébranlable pour les intérêts immédiats et socialistes du prolétariat. Elle peut envisager avec confiance son avenir, celui de qualité de l'avant-garde révolutionnaire sur la route de la victoire du socialisme.

Le Gérant : FONTANEL  
Impr. Spéc. 141, rue LA VERITE  
E. O. — G. D. — P. D. — P. 19

## UN TRACT DES CELLULES RENAULT DU P.C.I.

### Liberons MESSAL HADJ !

Messal Hadj, le grand organisateur du peuple algérien pour sa libération, est aujourd'hui emprisonné, déporté, et torturé. Messal Hadj dans des conditions scandaleuses (aucun mandat d'amener, aucune notification écrite, véritable rapt en somme), la bourgeoisie française et Pinay en particulier perpétuent la politique de persécution et d'oppression des peuples coloniaux.

Madagascar : 80.000 morts ; Indochine : guerre meurtrière et criminelle durant depuis 7 ans ; Tunisie : opération de rattachage, fusillades, arrestations, déportations ; A.O.F. : procès de Grand-Bassam.

Colonialistes et bourgeois, industriels et grandes banques font chorus pour saigner à blanc les peuples coloniaux s'éveillant à la lutte pour leur liberté et leur indépendance nationale. La liste des crimes peut s'allonger, elle n'est pas suffisante pour satisfaire les appétits bancaires de ces messieurs de la finance. Ils veulent faire plus et prévenir aujourd'hui les mouvements qui demandent menacent leurs profits.

C'est pourquoi Messal Hadj a été déporté et que le département des Deux-Sèvres est devenu, pour lui, une prison.

La déportation de Messal Hadj ne peut laisser personne indifférent.

Elle intéresse en premier lieu toutes les organisations ouvrières qui sont menacées dans leurs droits démocratiques les plus élémentaires. Car la déportation du leader algérien fait partie de la même politique de réaction sociale. Entre la déportation de Messal Hadj et l'arrestation de militants ouvriers il n'y a aucune différence ; elle implique l'autre. Entre l'exploitation des peuples coloniaux et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs français, il n'y a aucune différence ; l'une permet l'autre.

Tous les efforts pour la libération de Messal Hadj, pour son retour immédiat et sans condition en Algérie, est la lutte de tous les travailleurs et de toutes les organisations ouvrières.

La victoire remportée par la libération de Messal Hadj, c'est à l'occasion des distributions de tracts et c'est la promesse pour tous les travailleurs de ce pays de la possibilité de faire capotuler le gouvernement dans toute sa politique réactionnaire et anti-ouvrière.

Pour libérer Messal Hadj, toutes les organisations ouvrières doivent se rassembler et s'unir.

Pour libérer Messal Hadj, il faut faire appel à tous ceux qui révoient ; les méthodes arbitraires de l'impérialisme français.

Pour libérer Messal Hadj, il faut former partout des Comités pour la libération de Messal Hadj, dont les promoteurs et pérorateurs doivent être les grandes centrales syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.O. et les organisations politiques P.C. et P.S.

Pour libérer Messal Hadj, les travailleurs de ce pays doivent se dresser d'un seul élan contre Pinay et sa clique de ministres, et dire NON aux exploités des travailleurs d'Algérie et de France.

## UN COMMUNIQUÉ DU M.T.L.D.

### Nouvelles brigades contre les Algériens

Des opérations policières dirigées contre les commerçants et travailleurs algériens de la région parisienne ont eu lieu le 26 septembre 1952. Elles ont eu lieu à l'occasion de la distribution de tracts et de l'édition d'une affiche du M.T.L.D. demandant aux Parisiens de s'associer à la protestation du peuple algérien au jour de la libération de Messal Hadj.

Des patriotes algériens ont été arrêtés et des cafés tenus par des Algériens fermés sur « instructions préfectorales ».

Des dizaines de cafés ont été fermés et de la banlieue ont été l'objet de menaces et de pression de la part de la police durant la nuit de samedi à la matinée du dimanche. Des dizaines de cafetiers ont reçu notification de « fermeture jusqu'à nouvel ordre » pour avoir apposé dans leur établissement l'affiche du M.T.L.D.

La fermeture des cafés algériens est une nouvelle mesure raciste et illégale qui constitue une répression économique dirigée contre d'honnêtes commerçants dans le but de mettre en échec la campagne pour la libération de Messal Hadj.

La colonie algérienne de Paris et de la banlieue indignée par ces mesures est unanime dans sa protestation contre l'arbitraire de la police. Des listes de pétitionnaires ont été constituées. Des pétitions illégales frappant les cafetiers algériens circulent dans les quartiers et les usines.

Les Algériens de la région parisienne demandent aux organisations politiques, syndicales, élus et personnalités démocratiques français d'élever avec eux une énergique protestation pour exiger la levée immédiate des mesures policières.

## LE VEU PLAN QUINQUENNAL

(Suite de la page 3)

Toutes ces priorités ne sont discutées ni dans le parti, ni dans les soviets, ni dans les syndicats. La politique des salaires qui en découle est, de ce fait, encore moins contrôlée.

Concrètement le pyramide des secteurs économiques privilégiés, la bureaucratie est la seule catégorie sociale à établir elle-même son propre salaire, et à prévenir, d'une façon incontrôlée, la part du lion.

La gestion bureaucratique en plus du fait qu'elle s'appuie sur le moteur politique de l'économie soviétique en la déviant des intérêts des masses, elle constitue un facteur d'irrationalité dans l'élaboration du plan lui-même par son rôle parasitaire et par l'inflexion qu'elle imprime à l'économie en fonction de ses intérêts particuliers.

Tout éliminer son rôle de frein aux progrès de la classe ouvrière, la bureaucratie recourt abusivement aux notions, claires, de socialisme et de communisme. Le numéro 1, de 1952, de *Le Vercors* a été allé jusqu'à affirmer dans un article de Teuchenberg que « l'U.R.S.S. est en train de passer de la première à la seconde phase du communisme ».

Or, le socialisme est loin d'être construit. A moins qu'on ne suppose que le travail d'un ouvrier soit payé cent fois moins que le travail de son directeur, et surtout en admettant, contre Marx et Lénine, que l'Etat subsiste et renforce son empire malgré la restauration du socialisme, en tant que gardien de cette inégalité.

Elles doivent être imputées au premier chef à l'absence de démocratie dans l'établissement du plan. Les plans sont élaborés par le ministère du plan selon des directives résultant non pas d'une discussion démocratique dans les soviets ou le parti, mais émanant des retentissements du plan et de la direction centrale du Parti et de l'Etat.

La ratification est une pure formalité, étant donné que l'on ne fournit ni les discussions qu'une série de chiffres et de recommandations sans y adjoindre les attendus et les perspectives générales dont l'analyse et l'appréciation sont réservées aux sommets de la bureaucratie.

Plusieurs raisons les affirmations sur le communisme à la veille d'être réalisées ou passées, de la première à la deuxième phase de l'économie et de son développement. Le fait que la bureaucratie ait recouru à de tels arguments est significatif du degré de l'arriération politique des masses.

La démocratie est respectée formellement sur un seul point : c'est celui de l'élaboration de l'avant-projet du plan au niveau de l'entreprise isolée. Mais cette élaboration la ou elle existe ne concerne que les entreprises isolées et se borne à l'étude de l'organisation et du perfectionnement du travail par la coordination, la rationalisation dans l'entreprise.

Essentiel dans le plan, nous l'avons dit, est le rôle du consommateur-producteur est l'indice d'augmentation du niveau de vie. Cet indice, dépendant du rapport entre le volume de production et le volume de la production de biens de consommation ainsi que de la fixation des prix des biens de consommation (sans relation à la détermination et un contrôle (autre que de pure forme) de la base.

Il n'en reste pas moins vrai que face au monde capitaliste et à l'impérialisme américain, l'Etat ouvrier soviétique, bien que dégénéré, recouru à une forme progressive de l'économie et — par les conquêtes révolutionnaires faites en 1917 — est un acquis du prolétariat soviétique et du prolétariat mondial, qui est un devoir pour nous de défendre, contre la violence agressive de l'impérialisme.

Le plan ne fait que contourner l'analyse trotskiste de l'U.R.S.S. et de la bureaucratie. Les tâches des révolutionnaires inconditionnelles contre toute agression capitaliste venant de l'étranger, en même temps que la lutte intransigeante contre la bureaucratie parasitaire dont la gestion du plan et le conservatisme social mine la défense de l'Etat ouvrier.

La structure des baisses de prix est décrite par le ministre du commerce et son analyse révèle que les articles qui subissent la plus grande baisse sont des produits de luxe : caviar, boîtes, produits de beauté, alors que le pain, les légumes, les beurres, le sucre sont parmi les moins favorisés.

Le plan n'a pas seulement pour objet l'économie mais constitue aussi la trajectoire de la vie sociale du pays. Il équilibre les différentes activités et les différents secteurs. Pour y arriver, le plan subordonne et établit des degrés de priorité à l'industrie lourde, à l'industrie, de l'industrie légère à l'industrie lourde ; ces subordonnements ont des répercussions politiques par la répartition des bénéfices, la détermination des salaires et des primes en faveur des secteurs prioritaires.